



Aujourd'hui 7 décembre, les enseignant·es de l'école Ourcq B sont en grève. L'école est fermée.

L'équipe n'accepte plus que chaque soir certain·es élèves et leur famille dorment à la rue. Face à ces situations insupportables, la hiérarchie et l'administration ont été alertées. La seule réponse reçue a été de faire transiter l'information par la voie hiérarchique. Lorsque la procédure a été respectée, elle est restée lettre morte.

En revanche, le communiqué de presse des enseignant·es et leurs intentions de grève envoyées le 5 décembre ont trouvé une réponse rapide : aucun attroupement ne sera toléré devant l'établissement et les enseignant·es n'auront pas accès aux locaux le jour de la grève. On leur demande également de ne pas occuper l'école, ce qui n'était nullement leur intention.

Cela aura été la goutte de trop pour cette équipe investie.

Il est au mieux illusoire, au pire malhonnête, de prétendre que cette problématique ne concerne pas le champs de l'école et qu'elle n'entre pas dans le domaine du pédagogique.

Vivre dehors ou sous la menace constante d'être mis à la rue a un impact sur la santé mentale et physique des élèves : mauvaise qualité du sommeil, rupture de l'équilibre alimentaire, problèmes d'hygiène. Cela peut engendrer des troubles de l'anxiété, de la dépression et des troubles de l'humeur qui ont souvent des conséquences sur les apprentissages et le comportement. Nos organisations affirment qu'il n'est pas possible d'apprendre en ayant peur, faim et froid. **Cela représente une entrave majeure au droit à l'éducation.**

Nos organisations syndicales SNUipp-FSU, SNUDI-FO, SUD éducation, SE-UNSA, SGEN-CFDT, CGT-Educ'Action et CNT-STE appellent l'ensemble des pouvoirs publics (État, Mairie, Préfecture et Rectorat) à prendre leurs responsabilités et à garantir qu'aucun·e élève ne soit privé·e d'un logement.

Elles ne toléreront pas que des personnels qui se mobilisent et prennent des initiatives pour faire respecter les droits de tous les enfants à obtenir un toit pour vivre et étudier décemment subissent des pressions de la part de la hiérarchie.

A Paris, le 7 décembre 2023